

I. 1974-1981 : la nouvelle pensée française de politique étrangère

Présidence : Thierry de Montbrial

Intervenants :
Jean-Claude Casanova
Maurice Vaisse

Thierry de MONTBRIAL (*Chef du CAP, 1973-1978 - Directeur général de l'IFRI*)

Avant d'attaquer la première table ronde que l'on pourrait appeler « les années Giscard », je dirai, si vous le permettez, quelques mots d'introduction.

Pas de nostalgie : c'est le choix qui a été justement effectué par Gilles Andréani pour organiser cette séance. Je voudrais cependant souligner brièvement quatre traits du CAP naissant qui me paraissent utiles à rappeler aujourd'hui.

Le premier est la notion de rattachement direct au Ministre. Dans la phase initiale, Jean-Louis Gergorin et moi, nous nous sommes beaucoup battus pour défendre ce principe qui n'allait pas de soi. La tendance du système était évidemment de récupérer le CAP et de rompre le lien direct avec le Ministre créé à l'« époque Jobert/Pompidou ». Mais Pompidou est très vite tombé malade. Avec Giscard d'Estaing, le CAP établit un lien quasi direct avec le Secrétariat général de l'Élysée, ce qui augmenta notre efficacité si l'on peut dire tout en suscitant un certain nombre de tensions. A l'arrivée du nouveau Président, le Secrétariat général du Quai d'Orsay de l'époque avait déployé tous ses efforts pour se réapproprier le CAP. Ce

fut un bras de fer. Nous l'avons gagné. Je crois que ce lien direct avec le Ministre est très important.

Mon second point est qu'évidemment une telle situation comporte des inconvénients : dans cette période historique, nous avons aussi dû nous battre pour nous brancher sur les systèmes de décision bureaucratiques. Je crois qu'à cet égard, la situation s'est améliorée. Mais avoir, d'une part, accès directement au Ministre et même à l'Élysée, et, d'autre part, être inséré à l'intérieur du système bureaucratique, créé inéluctablement une tension. Néanmoins, dès cette époque, nous avons pu établir avec certaines administrations des relations extrêmement fructueuses. Je mentionnerai par exemple les relations établies avec l'Etat-Major des Armées, avec le général François Morin, - nous avons alors beaucoup travaillé avec le futur Amiral Lanxade - ; ou encore avec la direction de l'Énergie. Ce type de tension - probablement inévitable - a une dimension créatrice.

A l'époque, nous avons beaucoup réfléchi avec Jean-Louis, à la création au sein des institutions françaises, d'un *National Security Council*, un Conseil national de Sécurité. C'est une idée qui continue de traîner dans l'air et qui resurgit régulièrement. Un tel organisme ne pourrait prendre place qu'auprès du Président de la République mais c'est évidemment incompatible avec la Constitution de la V^e République. En cas de cohabitation, (à l'époque ce n'était pas d'actualité mais on savait que cela pouvait se produire) cette instance ne pourrait pas fonctionner. Le problème de la coordination de tout ce qui touche aux problèmes de sécurité au sens le plus large du terme demeure d'ailleurs aujourd'hui encore mal résolu.

J'en viens brièvement à mes deux derniers points. Le premier est la notion de ce que dès le début j'ai appelé la « diplomatie intellectuelle ». Au cours de la période où j'ai dirigé le CAP, c'est l'une des approches auxquelles j'ai attaché le plus d'importance : la création de liens avec de multiples instances, organisations, personnalités de par le monde qui, bien que parfois périphériques au monde de l'action, en font tout de même partie en raison de l'influence intellectuelle qu'elles peuvent exercer. D'ailleurs vous y avez fait allusion vous-même à la fin de votre discours. Par exemple je

crois que c'est à l'époque où je dirigeais le CAP que Zbigniew Brzezinski a mis pour la première fois les pieds au Quai d'Orsay avant qu'il ne devienne le chef du NSC de Carter.

Dernier point : c'est à l'époque « héroïque » que nous avons fait le premier AMR, « l'Aide Mémoire au Roi. ». Il s'agissait, à chaque changement de Ministre, d'élaborer un document synthétique sur l'ensemble de la politique étrangère. Le premier AMR a été destiné à Jean Sauvagnargues, le premier ministre des Affaires étrangères du président Giscard d'Estaing. Maurice Vaisse et Jean-Claude Casanova vont à présent nous parler des années Giscard, mais je voudrais signaler quelques têtes de chapitre concernant cette période.

Le nouveau président n'était pas préparé à cette tâche. Il connaissait fort bien les aspects économiques mais beaucoup moins, par exemple, les questions de défense. Il était cependant très sûr de lui et le fait qu'il ait apporté un regard neuf a été, en fin de compte me semble-t-il, très stimulant, car cela nous a tous obligés à remettre beaucoup de choses en question. Cette situation m'a d'autant plus frappé que, lorsque j'ai fait mes débuts comme chef du CAP, je me trouvais, si j'ose dire, dans la même situation que lui. Nous avions d'ailleurs en commun l'héritage polytechnicien ce qui pour beaucoup, est évidemment un gros inconvénient dans un domaine où l'on oppose volontiers l'esprit de finesse à l'esprit de géométrie ! Il y a donc des avantages et des inconvénients à l'inexpérience. Jusqu'à un certain point cependant.

Bien des années plus tard, dans un petit groupe transatlantique réunissant à Ditchley quatre anciens présidents ou premiers ministres de l'époque – dont Gerald Ford et Jimmy Carter-, alors que je faisais remarquer à Valéry Giscard d'Estaing qu'il s'agissait de ceux là même qu'il avait eus comme interlocuteurs, le Président a fait cette remarque superbe : « Oui, nous n'avons pas été gâtés ».

Michel BARNIER (*Ministre des Affaires Etrangères*)

«...Et Reagan pendant trois mois »

Thierry de MONTBRIAL

Oui, bien sûr. Mais rétrospectivement, lui était plutôt un grand homme. En ce qui concerne Carter, on pourrait d'ailleurs en rediscuter.

Quelques mots sur les « têtes de chapitre » ou les sujets sur lesquels le CAP a travaillé à ses débuts. Premièrement, les séquelles du premier choc pétrolier et le thème du nouvel ordre économique mondial. Au début des années 70, dans les années 74, le CAP a beaucoup réfléchi à ce thème du nouvel ordre économique mondial. C'était un thème majeur et d'ailleurs porteur de beaucoup d'illusions. On en retrouve de nombreux éléments dans les débats d'aujourd'hui, sous des formes diverses. Je rappelle qu'après la chute du mur en 1991 il y a eu aussi l'illusion, non plus d'un nouvel ordre économique mondial, mais d'un nouvel ordre mondial tout court. Sous Giscard, nous avons aussi beaucoup travaillé sur cette tentative, au bout du compte infructueuse pour l'essentiel, mais qui, mérite d'être relevée : le dialogue Nord-Sud. Vous avez fait allusion au dialogue euro-méditerranéen ; à l'époque, l'accent était mis sur l'Afrique (y compris l'Afrique du Nord) avec le dialogue Nord-Sud et ce qui a été appelé d'un mot contestable sur le plan linguistique, le « trilogie ».

Deuxièmement, vous avez évoqué les propositions Juppé il y a 10 ans. En 1973 c'était Kissinger qui avait l'initiative avec la fameuse « année de l'Europe ». Puis, sous la présidence Giscard, il y eut la réconciliation c'est-à-dire la déclaration d'Ottawa de 1974 qui a inauguré une éphémère lune de miel dans les relations transatlantiques. Maurice Vaïsse en parlera certainement tout à l'heure.

Au cours de la même période, le CAP a beaucoup contribué aux importantes tentatives de reformulation et d'adaptation de la stratégie française. Notre équipe s'est beaucoup mobilisée sur la loi de programmation militaire de 1976 - notamment avec le commandant Lanxade - avec l'introduction, qui a fait scandale à l'époque, de la notion de sanctuarisation élargie et les problèmes qui en sont résultés avec les Allemands. Cette remise en question de la stratégie nucléaire

française, et par conséquent le réexamen de la théorie de la dissuasion, a constitué un gros chantier. Mais le plus important chantier à l'époque a peut-être été celui du réexamen complet de la doctrine de prolifération sur lequel nous avons aussi beaucoup travaillé. La France était l'un des pays les plus proliférants jusqu'au milieu des années 70. Elle contribuait notamment à ce que l'on appelait alors la bombe islamique (à laquelle œuvrait le Pakistan). La prolifération était l'un des axes majeurs de l'administration Carter. A l'époque, nous discutons avec Leslie Gelb, qui dirigeait les affaires politico-militaires. J'attire votre attention sur ce point car les préoccupations actuelles au sujet du terrorisme nucléaire, de la privatisation des armes nucléaires etc., étaient déjà au cœur des préoccupations des années 70. Ensuite, dans la seconde moitié de la présidence Giscard, l'affaire des euro-missiles, déclenchée par le déploiement des premiers SS20, en 1977, nous a beaucoup occupés.

Enfin, dans l'ordre régional, je mentionnerai la dégradation de la situation dans les affaires israélo-palestiniennes et je rappellerai l'importance historique de la déclaration de Venise de 1980 et le rôle de leader de la France à cette occasion. A l'époque, les Européens étaient, il est vrai, assez unis. En contrepartie la France a commencé à apparaître comme anti-israélienne et cette image a contribué, à la fin de la présidence Giscard, à la dégradation des relations transatlantiques, sans parler du contexte de la chute du régime iranien et des prémices de la guerre entre l'Iran et l'Irak.

Pour terminer sur ces points d'histoire, je dirai qu'au bout du compte ce qui a marqué les années Giscard, est qu'il a été un très grand Européen et de ce point de vue en particulier, il faut lui rendre hommage. Rappelons-nous : l'institution du Conseil européen, l'élargissement à la Grèce, une Grèce qui n'était plus tout à fait celle de Périclès - et qui, puisque nous sommes tournés vers l'avenir, a d'ailleurs, j'en suis convaincu, ouvert la voie à la Turquie - mais c'est un autre débat, que l'on abordera plus tard peut-être. Enfin, un dernier mot sur le Système monétaire européen : l'on ne soulignera jamais assez à quel point l'euro n'aurait jamais pu exister sans l'aventure du Système monétaire européen. Ce n'était pas gagné d'avance car, dans le contexte économique extrêmement dur des années 70, consécutif au

premier choc pétrolier, tout se liguait pour son échec. En particulier les Américains le considéraient avec une très grande méfiance. A la fin des années 70, le SME était perçu à Washington comme une machine de guerre contre le dollar. Curieusement d'ailleurs, les Américains, tout en ayant été très sceptiques à l'égard de la création de l'euro, n'ont pas eu le même degré de crainte par rapport au dollar que lors de la création du SME.

Après ce bref témoignage, certainement incomplet, je cède la parole à Maurice Vaïsse qui j'en suis sûr me corrigera, me complétera. Et ensuite à Jean-Claude Casanova.

Maurice VAISSE (*Professeur des Universités*)

On m'a demandé de traiter en historien de « la nouvelle pensée de politique étrangère 1974-1981 ». Je me suis appliqué à illustrer cette idée et je m'excuse à l'avance de la banalité de mes propos qui vont reprendre les têtes de chapitre de Thierry de Montbrial.

S'il y a un domaine où, malgré les changements de personnalités, de doctrines et de programmes, la continuité a prévalu, c'est bien celui de la politique étrangère. En outre, la marge de manœuvre de la France est étroite et son rôle est modeste dans les grands événements internationaux qui marquent le septennat (le mot d'ordre de Valéry Giscard d'Estaing est « Notre politique étrangère doit s'imaginer en dehors de la pensée traditionnelle », 12 novembre 1975). Malgré son affirmation d'une volonté de changement, la présidence de Valéry Giscard d'Estaing n'a pas échappé à la règle de la permanence et, si l'on peut parler de nouvelle pensée, on peut considérer que le slogan « changement dans la continuité » s'applique bien dans le domaine de la politique étrangère. En fait, comme souvent, les choses ne sont pas tranchées : on trouve des éléments de continuité dans le renouvellement et des éléments de renouvellement dans la continuité. Les facteurs du changement tiennent d'abord et avant tout à l'environnement international au début des années 70, aux conceptions du Président et au style du nouveau Président.

Le contexte international d'abord. Il est marqué par une crise économique durable qui comporte plusieurs aspects :

- désorganisation du système monétaire international
- hausse brusque des cours des matières premières, en particulier du pétrole
- inflation mondiale.

Bref, on se trouve dans un contexte nouveau où le rapport des forces revêt de plus en plus un caractère économique et Valéry Giscard d'Estaing insiste beaucoup sur ce point.

En ce qui concerne les relations internationales elles-mêmes, les deux caractères essentiels sont que, de bipolaire, le monde devient multipolaire et que, à l'affrontement Est-Ouest, s'ajoute l'affrontement Nord-Sud. Témoignent de cette prise de conscience du changement :

- la création du CAP en 1973
- l'élaboration dans le cadre de la préparation du huitième Plan d'un rapport intitulé « Demain la France dans le monde ».

Comme le dit Valéry Giscard d'Estaing, on se trouve, je cite, « dans une ère de changement instable, il faut être capable de gérer l'imprévisible ». Alors quelle est la conception du monde de Valéry Giscard d'Estaing ? Il a une vision différente de la place de la France dans le monde et dans les relations internationales. Il insiste au fond sur trois idées :

- Il faut passer du passéisme à la modernité.
- Il faut accepter de considérer le réel et non pas le refuser.
- Il faut cesser d'avoir une fausse perception de la France comme d'une nation au centre du monde.

Si bien que dans une conférence de presse d'octobre 1974, c'est-à-dire très peu de temps après le début de son septennat, il décèle quatre caractères de la politique extérieure de la France. Nul besoin d'insister chaque fois sur le fait que, dans certains cas, il fait directement référence à une continuité et dans un autre cas il se différencie du Général de Gaulle :

- Souveraineté de décision

- Politique mondialiste
- Politique de concertation et non de confrontation
- Politique libérale

Il insiste en particulier sur la volonté de concertation et de négociation. Dans une autre conférence de presse, il a ce mot : « le spectaculaire doit céder la place à la persévérance ». Ceci par opposition à non pas son prédécesseur immédiat mais au Général de Gaulle évidemment.

Enfin, le style du Président : il y a de façon évidente une volonté de décrispation, marquée par exemple par la reprise des relations diplomatiques avec la Guinée après dix-sept ans de brouille, par le premier déplacement officiel d'un Président de la République en Algérie, choix spectaculaire rompant volontairement avec les Présidents précédents ; la suppression de la célébration du 8 mai qui rappelait la victoire sur l'Allemagne nazie et cette espèce de mélange de naïveté et de réalisme qui lui fait dire : « la France et moi nous voulons être l'ami de tout le monde ». Certes, ce n'est pas le Général de Gaulle qui aurait dit cela ; là aussi il y a une volonté d'opposition.

Quels sont les changements ? Ils sont, pour certains, dus à l'évolution du contexte international : prise de conscience du problème de l'énergie qui suscite la décision de limiter la dépendance extérieure de la France en énergie par un programme de centrales nucléaires extrêmement important ; deuxièmement politique de coopération et d'aide au développement face au Tiers monde. Il s'agit, au fond, du sillage de la politique gaulliste mais dans un contexte fondamentalement transformé avec un Tiers monde qui se différencie. Et le problème de la confrontation entre producteurs et consommateurs, plus généralement entre le Nord et le Sud, où la présidence de Valéry Giscard d'Estaing insiste sur le refus d'adhérer à un front des consommateurs contre l'OPEP. Et cette idée, qui est mise en avant, d'interdépendance entre pays industrialisés et pays en voie de développement d'où cette initiative de convoquer une conférence Nord-Sud pour parvenir à un nouvel ordre économique international. Nouvelle tentative de dialogue Nord-Sud en 1979 qui n'est pas plus couronnée de succès mais il faut rappeler tout de même que les efforts

de solidarité avec le Tiers monde sont aussi caractérisés pendant cette époque par les accords de Lomé en 1975, renouvelés en 1979.

Il existe aussi un changement important face à la question israélo-arabe et palestinienne, dû en partie au contexte des années 70, malgré le contexte des années 70 qui est marqué par la montée en puissance de la Syrie, de l'Arabie Saoudite et du terrorisme palestinien. Ce sont des décisions très fortes du Gouvernement marquées par la rencontre en octobre 1974 du Ministre des Affaires étrangères avec Yasser Arafat, l'autorisation d'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris en octobre 1975 et l'affirmation en mars 1980 de Valéry Giscard d'Estaing du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Il s'agit clairement d'un changement dû en partie au contexte mais dû aussi en partie à la volonté de la présidence Giscard. Un changement par rapport aux présidences précédentes où le Général de Gaulle avait cherché à résoudre la question par une conférence des Quatre grands. De même que Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, lui, cherche à élaborer une position commune européenne sur la question et y parvient au Conseil de Venise en juin 1980.

La France refuse par ailleurs, toujours dans cette même idée, d'apporter sa caution aux accords de Camp David (septembre 1978), car elle est en faveur d'un règlement global et non pas d'une paix séparée. Si les rapports avec l'Egypte ne s'en ressentent pas trop, les relations franco-israéliennes en sont durablement détériorées.

Il s'agissait des changements qui étaient dus en partie au contexte. Qu'en est-il des changements impulsés par Valéry Giscard d'Estaing ?

C'est le cas de la construction européenne, avec la conviction que la France doit trouver dans l'Europe son expression naturelle ; la France, puissance moyenne qui, Giscard le répète à plusieurs reprises, en 2000 ne comptera plus que pour 1% de la population mondiale et ne peut être une grande nation que dans le cadre de la Communauté européenne. Pour autant, il faut tout de suite le préciser, Valéry Giscard d'Estaing n'est partisan ni de la supranationalité, ni de l'abandon de la politique agricole commune, ni de cessions trop

importantes de souveraineté auprès de la Commission des Communautés européennes. Mais il est partisan de l'approfondissement, avec l'institutionnalisation du Conseil européen qui est un changement profond des institutions européennes ; cela permet en particulier d'uniformiser les points de vue des Etats membres, comme on l'a vu dans le cas de l'affaire palestinienne. Il y a aussi l'élection du parlement au suffrage universel, dont Jean-Claude Casanova fera état dans le rapport politique intérieure-politique extérieure, la création du système monétaire européen (1979) et l'élargissement à la Grèce (1979), même si les élargissements promis au Portugal et à l'Espagne attendront.

Evolution aussi dans le domaine de la défense. Certes la France conjugue indépendance nationale et solidarité dans le cadre de l'Alliance atlantique dont la déclaration d'Ottawa en juin 1974 a reconnu enfin un rôle positif pour la force nucléaire française. Mais il y a des frémissements dans le domaine de la défense, en particulier avec les déclarations de 1975 et 1976 sur l'idée de sanctuarisation élargie, de rapprochement avec l'OTAN, de rééquilibrage du côté des forces conventionnelles. Mais là aussi, il faut bien le dire, il y a une évolution à partir de 1977 et un retour à une position plus strictement gaullienne. Même si elle demeure attachée au maintien de l'équilibre des forces, la France giscardienne a une attitude réservée dans le débat naissant sur les euro-missiles.

Evolution aussi, avec les Etats-Unis. Valéry Giscard d'Estaing manifeste dès le départ sa bonne volonté à l'égard de l'administration Ford. Lors de son voyage en mai 1976, il réaffirme sa confiance dans les Etats-Unis et sa foi atlantiste. Il fait d'ailleurs des concessions aux Américains, en particulier dans le domaine monétaire. Il est même accusé d'un retour atlantiste mais, là aussi, on note une évolution à partir de 1976 : il y a un raidissement à l'égard des Etats-Unis, comme d'ailleurs dans la deuxième partie de la présidence Pompidou. Il y a un doute par rapport à la politique de Washington en raison de la crise de l'exécutif américain.

Enfin, on note un vrai changement dans les domaines des relations avec l'Organisation des Nations Unies : avec la visite de

Kurt Waldheim en juillet 1977, avec la visite à l'ONU de Valéry Giscard d'Estaing (1978), avec la participation française à la FINUL et avec un changement dans l'approche du désarmement : la France avait en effet l'habitude de la chaise vide à l'ONU et le terme y est mis en 1978, en même temps qu'une vraie révolution copernicienne dans la politique française en matière d'exportation nucléaire, où, semble-t-il, le CAP a joué un rôle d'impulsion comme dans le cadre du dialogue Nord-Sud. La création du conseil de politique nucléaire extérieure juste après la conclusion du contrat d'Osirak en août 1976 est extrêmement importante.

On note donc un changement, mais dans les grandes orientations de la politique étrangère gaullienne (indépendance nationale, refus de la politique des blocs et détente, construction européenne, politique arabe), la continuité prévaut, même si la nouvelle pensée colore un peu autrement ces grands domaines. La première manifestation de cette continuité est la volonté de conserver la haute main sur les Affaires étrangères. Valéry Giscard d'Estaing reprend l'idée du domaine réservé et impose ses choix politiques. Ses trois ministres des Affaires étrangères sont des diplomates. Le rôle du Secrétariat général de l'Elysée et de l'Etat-Major particulier est renforcé, ce qui accentue aussi la personnalisation du pouvoir. La continuité prévaut aussi en particulier dans l'axe Paris-Bonn. Il se trouve que, dans ce domaine là, l'importance du moteur franco-allemand est une idée que Valéry Giscard d'Estaing partage avec de Gaulle et Pompidou, non seulement pour la construction européenne mais pour permettre à l'Europe d'exercer une certaine influence dans les relations internationales. De là, l'intensification des rencontres bilatérales. D'autant plus que la confiance des Allemands dans la garantie américaine est ébranlée.

Valéry Giscard d'Estaing en fait la confiance lors du Conseil des ministres. Je vous cite simplement ce qu'il dit le 16 juillet 1980. Il évoque « la renaissance de l'Europe qui doit permettre à l'Europe de faire entendre sa voix dans les affaires du monde » et il estime que les choses ont bien changé depuis les années 60. L'idée d'une Europe forte assumant pleinement sa responsabilité plait davantage aux Allemands, en particulier à cause de l'incompatibilité d'humeur entre Carter et Helmut Schmidt. Mais la cause en est plus profonde, dit-il, la

carte psycho-politique de la RFA a changé et il faut en tenir compte. Il y a par conséquent, là aussi, non seulement continuité mais une intensification ; de même que dans la relation privilégiée avec Moscou, ou les différents aspects illustrent la volonté de Valéry Giscard d'Estaing, avec par exemple l'accord à la conférence d'Helsinki, la décision d'exclure la défense européenne pour ménager les susceptibilités de Moscou et la tendance à privilégier la détente face à la montée en puissance de l'Union soviétique, et à ses interventions extérieures. Et de ce fait, en mars 1981, *la Pravda* fait l'éloge de la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing.

Continuité aussi dans la politique arabe avec une intensification marquée par d'importants contrats avec l'Irak (novembre 1974, juin 1977) et avec l'Iran (décembre 1974) et avec le flot ininterrompu de visites de chefs d'Etat arabes et par voie de conséquence la percée des ventes de matériel militaire qui triplent en valeur en dix ans, dont près de la moitié à destination du Moyen-Orient.

En ce qui concerne la politique africaine, il y a apparemment une volonté de rupture avec les pratiques héritées du Général de Gaulle, comme le montrent la suppression du Secrétariat général pour les affaires africaines, l'ouverture vers l'Afrique anglophone (août 1977) avec le voyage de Louis de Guiringaud, l'embargo sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud (août 1975-janvier 1977) et l'innovation que constituent les conférences franco-africaines. Mais on ne constate pas de désengagement français en Afrique. Au contraire, il y a des interventions militaires répétées à Kolwezi (mai 1978), à Bangui (septembre 1979) et les difficultés et contradictions de la politique française au Sahara occidental et au Tchad où la France n'a pas su prendre un parti clair.

En conclusion, je dirai qu'on a, dans cette période, la combinaison d'une continuité de la politique étrangère gaullienne et d'une approche plus spécifiquement giscardienne. La volonté de renouvellement se heurte, d'une part à la gravité de la crise économique, d'autre part à une tendance plus forte, plus lourde. Parti d'idées atlantistes et européistes, on voit le Président se rapprocher pendant la deuxième partie du septennat d'idées plus gaullistes.

Nouvelle pensée avait-on dit. Au fond, peu de choses différencient le troisième du premier président de la Vème République, excepté peut-être une question de génération et de disposition d'esprit.

Pour conjurer le déclin de la France, l'un s'efforce à la modestie en remarquant que, dans une file de personnes, il y seulement un Français sur 100 et il insiste sur les causes, les caractères, les effets de ce déclin ; l'autre en appelle à l'effort, à la vision, à la grandeur non comme un but mais comme un levier. Et je laisserai à Valéry Giscard d'Estaing le soin de conclure : « le Général de Gaulle ne cherchait pas à entretenir l'illusion, il visait à rétablir une situation. »

Jean-Claude CASANOVA (*Directeur de la Revue Commentaire*)

Merci le Président. Je vous remercie de m'avoir invité.

Cela me rajeunit beaucoup puisque nous sommes des amis de plus de 30 ans. Je me souviens très bien du déjeuner au restaurant des Invalides où Thierry de Montbrial nous expliquait à Hassner et à moi son projet de création du CAP.

Je me suis dit que c'était très bien parce que, depuis Albert Lebrun, il n'y avait pas eu d'ingénieur au Corps des Mines qui se soit occupé de politique étrangère. Thierry avait une succession lourde à reprendre. Mais j'aurai aussi un mot un peu nostalgique, pour quelqu'un qui a disparu, que quelques uns d'entre vous ont connu, qui est Jean Laloy. Jean Laloy, pendant un quart de siècle, sans être écouté, a voulu que l'on crée en France, par admiration pour ce que Kennan avait fait aux Etats-Unis, un « planning staff » ou un organisme de réflexion stratégique à long terme. Il n'a pas vu s'accomplir son rêve. Il faut dire que Jean Laloy a eu deux rêves. Il a voulu être ambassadeur auprès du Vatican et Michel Jobert, qui appartenait à la religion prétendument réformée, a choisi quelqu'un d'autre mais qui a assassiné sur place trois personnes, ce qui était ennuyeux pour les relations entre la France et le Saint Siège. Il aurait mieux fait de nommer Laloy. Laloy a voulu s'occuper de planification

mais, à son ami Sauvagnargues et à son ami François-Poncet, des esprits avisés ont fait remarquer qu'il était un peu âgé et qu'il valait mieux lui confier quelque chose qui correspondait à ses compétences, comme la Direction des archives ou la Direction générale des relations culturelles. Passons, mais reconnaissons que Laloy avait eu l'idée et qu'il a certainement inspiré beaucoup des travaux qui se sont faits.

Je vais parler de politique intérieure pour deux raisons. D'abord parce que c'est plus amusant. Ensuite parce que je ne crois pas que la politique étrangère soit indépendante de la politique intérieure. Monsieur de Norpois pense cela, mais la forme démocratique l'emporte désormais. La politique intérieure est donc déterminante. Après tout, Roosevelt a mené et gagné la guerre en faisant constamment de la politique intérieure.

Nous sommes en 1974. Il existe quatre grandes formations politiques en France.

- Le parti communiste qui, en ce qui concerne son état major, dépend étroitement de l'Union soviétique. On ne le disait pas ouvertement à l'époque mais maintenant beaucoup des documents publiés en témoignent. Il existe un livre célèbre où l'on explique que Thorez était un homme indépendant. Malheureusement, les télégrammes du Komintern et les instructions de Fried sont désormais intégralement connus et les personnages célèbres qui ont publié ce livre n'ont pas fait acte de contrition. L'influence de l'Union soviétique sur le parti communiste est une influence sur le centre, sur la direction du parti, un peu moins sur les militants et pas du tout sur les électeurs. C'est une naïveté de croire que l'électeur communiste obéit au Secrétaire général du parti qui lui-même obéit à l'Internationale. Le cheminot qui m'a donné ma première éducation politique me disait : les savants disent que je suis un électeur communiste mais moi je sais que je suis un électeur décisif. Il savait qu'il y avait deux tours de scrutin et que son vote au deuxième tour (à droite dans ce département) allait contribuer à déterminer le résultat. L'électorat communiste est quelque chose de beaucoup plus fluide que l'on ne le pense.

- Le parti socialiste se situait sur une ligne atlantiste et européenne que François Mitterrand, dans sa politique d'union de la gauche, n'a pas fondamentalement modifiée même en accueillant après 1970 des familles ou des personnalités d'origines différentes de la SFIO.

- Le centre adhérait à cette même ligne. Le centre était un ensemble assez composite, il comprenait autour de Jean Lecanuet la partie du MRP qui était restée fidèle à l'idéal européen depuis la démission des ministres MRP en 1964. Une petite partie du centre avait rejoint Pompidou, Duhamel pour des raisons ministérielles, Fontanet par conviction parce qu'il était à la fois gaulliste et démocrate chrétien. Cette petite partie avait soutenu Chaban-Delmas alors que le centre classique avait soutenu Giscard d'Estaing. Giscard, comme Pompidou, avait joué un rôle assez important dans la défaite du Général de Gaulle au moment du référendum de 1969. Les centristes pompidoliens se regroupèrent avec les centristes maintenus, le tout devant constituer l'UDF en 1977.

- Quatrième formation, les gaullistes sans de Gaulle et sans Pompidou. Chez eux, il y a à la fois continuité et évolution en ce qui concerne la politique européenne et la politique atlantique. La déclaration d'Ottawa, à laquelle vous avez fait allusion, et qui est le chef-d'œuvre diplomatique de François de Rose, est préparée dans la période Pompidou. Puis l'entrée de l'Angleterre dans l'Europe, que Pompidou décide, aura été évidemment un acte décisif.

Ces quatre familles de politique intérieure jouent un rôle en politique étrangère. François Mitterrand est le principal adversaire de Giscard d'Estaing. Il l'avait été à partir du moment où l'union de la gauche s'était organisée. Sa stratégie politique est simple. C'est, si j'ose dire, la contre-partie de la politique gaulliste dont le véritable inventeur est Roger Frey. Celle-ci consiste, à partir du système majoritaire, à obtenir une division de l'opposition compte tenu de l'influence communiste et à garantir de ce fait le succès de la droite au second tour. François Mitterrand est évidemment coincé par cette stratégie. Il adopte donc la stratégie inverse, c'est-à-dire se lier avec les communistes, en les rendant acceptables, de façon à pouvoir

gagner au second tour. Cette géométrie dynamique domine la politique française, du fait du mode de scrutin. Mitterrand est l'homme qui a inversé la situation dans laquelle Roger Frey l'enfermait. Les difficultés avaient commencé pour de Gaulle aux élections législatives de 1967 qui ne sont pas vraiment une victoire et au moment évidemment des événements de 68 et du référendum qui a suivi.

Si Giscard d'Estaing n'est pas gaulliste, il a été longtemps ministre du Général de Gaulle. Il est admirateur du Général de Gaulle, ami d'un certain nombre de gaullistes, moins ami d'un certain nombre d'autres. Une fois élu, il va vouloir mettre en oeuvre sa propre politique étrangère plus européenne et plus atlantiste. Sa politique étrangère va jouer un rôle dans un certain nombre de phénomènes de politique intérieure et réciproquement.

Je vais prendre trois cas, je laisserai les autres de côté parce que je ne crois pas qu'ils aient influé sur la politique intérieure et réciproquement. Trois questions donc : la question de l'Europe, la question du Moyen-Orient et la question globale du rapport avec les Etats-Unis, de la politique de défense et du rapport avec l'Union soviétique, l'ensemble constituant la politique mondiale.

En ce qui concerne l'Europe, Giscard d'Estaing va donner une accentuation européenne à la politique française qui lui est propre. Il y a trois questions, deux dans lesquelles il va avancer sans grande difficulté, une dans laquelle il va rencontrer des difficultés, mais, si j'ose dire, en les affrontant et même d'une certaine façon en en jouant. Les trois questions sont :

- 1) La création et le développement du pouvoir du Conseil européen. Il n'a jamais été très admirateur de la Commission, sans doute comme tout ministre des Finances un peu agacé par la Commission des années 60. Il crée le Conseil européen et va lui donner une grande importance. Sur ce point, il obtient un succès considérable sans difficulté de politique intérieure.

2) La monnaie européenne, il va faire avancer les choses sans difficulté politique majeure non plus. La progressive création du Système monétaire européen jouera un grand rôle dans la constitution de la monnaie unique. Elle est décidée et préparée par trois hommes, seuls, indépendamment des administrations, ce sont Giscard, Barre et Clappier. Clappier malheureusement n'a pas laissé de mémoires, ni même classé ses papiers, mais il a joué un rôle décisif auprès des Allemands et des banques centrales. Ce seront des heures de discussion de Clappier avec Giscard, de Clappier avec Barre au point que j'ai parfois regretté le temps consacré par Barre et par Giscard à la monnaie européenne au détriment des élections. Je me souviens d'une visite de Barre à Giscard à l'Élysée. Il devait prendre avec le Président des décisions d'ordre strictement politique. En revenant, il nous a dit : nous avons discuté du problème du Système monétaire européen, des parités, des taux, etc., mais pas de politique intérieure. Je n'ai pu très prosaïquement m'empêcher de penser que c'était des questions importantes pour des économistes mais pas des questions d'homme politique et qu'ils auraient dû plutôt penser aux élections. On doit aussi reconnaître que les hommes d'État sont dans un autre ordre que les hommes politiques uniquement soucieux d'élections. Retenons que du point de vue du Système monétaire européen, Giscard a fait ce qu'il pensait devoir faire sans rencontrer de difficulté intérieure.

3) Arrive la question du Parlement européen. Là les choses seront plus difficiles. Giscard a obtenu et voulu l'élargissement à la Grèce. Ses relations avec Caramanlis ont certainement joué un rôle. Je ne pense pas qu'il ait pensé à la Turquie. On ne pense pas toujours aux conséquences. En ce qui concerne le Parlement européen, il va se produire un conflit politique. Pas un conflit majeur, mais un conflit non négligeable avec la partie gaulliste de la majorité. Pour des raisons symboliques et, plus profondément, en raison de l'opposition de Chirac à Giscard, les gaullistes vont critiquer Giscard et Barre au point d'obliger à des contorsions dans la rédaction de la loi, à des négociations compliquées avec le Conseil constitutionnel. Si Roger Frey n'était pas un président du Conseil constitutionnel aussi docile que Léon Noël, il était accommodant. Les papiers de Léon Noël ont été publiés ; on sait le type d'instructions qu'il recevait. Les choses se passeront assez correctement avec le Conseil constitutionnel grâce à

Marceau Long, malgré l'opposition de François Goguel. Plus difficilement avec l'Assemblée nationale : Michel Debré était en colère, état normal chez lui. Il était piqué au vif et il a conduit une très vive opposition au sein du parti gaulliste. Un homme politique de l'époque, qui n'est pas Philippe de Villiers, mais qui deviendra important, écrira « nous sommes contraints de faire connaître aux Français qu'on les berne en leur faisant croire que l'organisation de l'Europe progressera parce que la Communauté économique comptera deux ou trois membres de plus et que son pseudo-parlement aura été élu d'une autre manière alors que ses intérêts vitaux sont laissés presque à l'abandon. On les berne plus encore et plus gravement en leur dissimulant que de nouvelles manœuvres se préparent pour étouffer l'indépendance de la France qui gêne beaucoup de calculs dont ceux des Français qui n'ont cessé d'en trouver trop lourd, l'honneur et la charge ».

Voilà quelle était l'atmosphère. Est-ce que Giscard regrettait cette tension ? Je ne pense pas. En termes de politique intérieure, cela n'avait pas d'effets négatifs. Ce type de voix de la droite gaulliste se reporte sans grande difficulté au deuxième tour. Quand ces voix de droite ne se reportent pas, ce n'est pas pour des questions de considération européenne. Le souverainisme ne s'est pas encore cristallisé comme il l'est aujourd'hui. On n'impute pas encore à l'Europe les difficultés économiques ou les difficultés de l'emploi. Giscard, en cette matière, n'avance pas masqué. Il considère que dans sa politique, il peut combiner ses convictions européennes et sa stratégie électorale.

Pour les deux autres points, vont se poser en terme de stratégie électorale des problèmes beaucoup plus compliqués : il s'agit du Moyen-Orient et de la politique mondiale.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, dès 1974 Sauvagnargues rencontre Arafat. Puis, on autorise l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris et surtout on voit se maintenir une réticence, qui, rétrospectivement, me surprend encore, une réticence française à l'égard d'Israël. Les hommes politiques sont parfois influencés par les fonctionnaires. Cette réticence française se manifeste au moment du

voyage de Sadate en Israël. Au nom de l'idée que le problème israélien doit être réglé dans le cadre d'une conférence internationale et que le voyage de Sadate n'entre pas dans ce cadre, que ce doit être un complot américain, et découler d'une entente directe entre les Etats-Unis et Israël, etc. Cette désapprobation française continue de me laisser rêveur. Ceux qui inspiraient et exprimaient cette désapprobation mesuraient-ils les conséquences de politique intérieure et de politique internationale qu'elle provoquerait ?

Cela continue avec le Sommet européen de Venise. Avec une intense satisfaction, la France apprend au monde que l'Europe détient la clé du problème du Moyen-Orient. Si j'étais Israélien, je penserais que l'Europe, ayant joué un rôle considérable dans la persécution et le massacre des Juifs, devrait manifester, en ce qui concerne le Moyen-Orient, au moins de la retenue et plus normalement de la neutralité. Je ne suis pas Israélien, je suis Européen et je le pense également. Après tout, Maritain et Claudel le pensaient également.

Je préfère être de l'avis de Maritain et de Claudel que de l'avis de Tartampion. Mais je dois reconnaître que la doctrine de Tartampion est plus répandue et que d'une certaine façon elle va avoir des effets considérables dans les années 70, dans les rapports de l'Europe avec les Israéliens, dans les rapports des Européens avec les Américains, dans les rapports des Européens avec les Américains juifs, dans les rapports des Européens avec les Européens juifs. Je crois qu'il y a là, premièrement une surestimation du rôle que peut jouer la France et que peut jouer l'Europe, deuxièmement une incompréhension des sensibilités juives, qu'elles se situent en Israël ou qu'elles se situent en Europe et aux Etats-Unis.

C'est une vieille histoire. Après le référendum de 69, Couve de Murville dans une interview qui amusait beaucoup mon amie Annie Kriegel, disait « Le Général de Gaulle a perdu le référendum à cause de sa politique israélienne ». Cela amusait mon amie qui pensait qu'il y avait là une petite part de vérité. D'ailleurs, Daniel Cohn-Bendit a atteint à ce propos la dignité philosophique, puisque si vous ouvrez la correspondance d'Hannah Arendt, amie de la famille de Daniel Cohn-

Bendit, vous verrez qu'elle pense que « Daniel Cohn-Bendit est heureusement en train de nous débarrasser du Général de Gaulle ».

A la même époque, Raymond Aron, juif patriote et anxieux de cette situation, disait « J'ai soutenu fondamentalement le Général de Gaulle en 68 parce que j'aurais trouvé insupportable pour les Juifs que Daniel Cohn-Bendit fasse tomber le Général de Gaulle ». Le problème de la sensibilité aux Juifs et à Israël était un problème central que je ne pense pas que Giscard d'Estaing ait perçu, sans doute par irénisme, sans doute par sentiment que ce qui importait était de trouver une solution en Palestine, sans mesurer exactement les conséquences psychologiques que provoqueraient les positions prises par la France. Je reste persuadé que François Mitterrand a été plus avisé à propos de la sensibilité juive et plus politique sur la question d'Israël. Il a d'ailleurs tiré un bénéfice considérable de cette meilleure appréciation, je ne dirais pas des forces mais des sentiments et de leur intensité.

Mon troisième point concerne la politique des rapports Est-Ouest. Mon collègue Vaïsse a dit tout ce qu'il fallait dire du point de vue de la politique étrangère. J'insisterai sur un point qui me paraît important du point de vue de la politique intérieure. A propos du Moyen-Orient, on a noté une non perception des sensibilités. Pour le troisième point, le rapport Est-Ouest, il y a, à mon avis, une erreur de stratégie électorale.

Au sommet de la Guadeloupe, Giscard a fait venir les Allemands. C'était une innovation considérable. Et, en second lieu, avec les Anglais, il a demandé l'installation des Pershing. Cela n'a pas été rendu public. Il a dit lui-même qu'il n'en avait pas averti son conseiller diplomatique, et qu'il n'avait pas averti non plus le ministère, mais il a joué un rôle considérable dans la politique en faveur de l'installation des fusées Pershing en Allemagne. Sur cela a régné un silence absolu en France. Les premiers journaux qui en ont parlé sont des journaux anglais après 1981 (j'ai traduit le passage dans *Commentaire*). Je l'ai montré à Giscard qui m'a dit que c'était tout à fait exact et qu'il était important que ces choses soient dites. Mais personne ne les avait dites avant. Pourquoi ce silence ?

L'interprétation qu'en a donnée récemment Valéry Giscard d'Estaing à un colloque sur cette période, vous l'avez entendu, est de dire qu'il ne fallait pas risquer d'entrer dans la négociation sur nos armes nucléaires. Mais nous sommes assez vieux en politique pour savoir que les choses essentielles ne sont souvent pas dites. Il est évident, que dans le silence de Giscard, il y avait aussi un souci de politique intérieure. D'ailleurs on voyait s'agiter, dans tous les cénacles, Rubinski, petit agent du KGB, qui passait son temps dans Paris à expliquer que lui votait Giscard.

La situation était la suivante. Une série d'évènements s'étaient produits : le voyage de Giscard à Varsovie, le non boycott des Jeux Olympiques, etc. Nous sommes à l'approche des élections. Que voulait François Mitterrand ? Il fallait que Giscard d'Estaing soit combattu sur sa droite. Le problème était, si j'ose dire, réglé grâce à Chirac. Deuxièmement, il fallait pouvoir, pour lui, Mitterrand, se dissocier un peu du parti communiste. Quelle était la stratégie naturelle de Giscard ? Il fallait le plus d'unité possible à droite, il a fait ce qu'il pouvait, il fallait aussi que la suprématie du PC à gauche soit suffisamment grande pour inquiéter les électeurs ou même obtenir une rupture du parti communiste avec les socialistes. Rupture au niveau de l'état major qui se profilait dès les élections législatives de 1978.

Giscard est favorable à l'installation des Pershing mais discrètement car il a fait aussi un calcul de politique intérieure en escomptant un appui communiste indirect. Après tout, vieille stratégie, stratégie que je ne critique pas du tout. La politique est une géométrie de balance. Quand il y a des élections et des élections à deux tours, il faut comprendre le sens des mouvements. Donc Giscard pense obtenir d'une certaine façon une opposition du parti communiste aux socialistes et à Mitterrand. Simplement, il a en face de lui un homme, qui a le génie de la stratégie électorale et un grand esprit de finesse. Polytechnique joue négativement, si j'ose dire, pour Giscard c'est-à-dire que l'esprit de géométrie prédomine chez lui.

Mitterrand va utiliser cette position choisie par Giscard parce qu'elle va lui permettre la dénonciation du « petit télégraphiste », la dénonciation de la complicité avec l'Union soviétique, etc. Ce qui lui

permet d'offrir à l'électorat modéré, y compris l'électorat socialiste qui éprouve une certaine appréhension à l'égard du communisme, le recentrage souhaité. Cela va jouer un rôle décisif au premier tour de l'élection de 1981. En lui donnant une avance très nette sur le parti communiste. Cette avance réduisait la capacité négative des communistes à l'égard des socialistes et rassurait le centre gauche et les modérés. Il faut dire aussi que se produisait en même temps un mouvement prévu par Giscard (contrairement aux autres observateurs) qui était le déclin du parti communiste français. Ce déclin intérieur est lié à beaucoup de causes et il a été utilisé par Mitterrand, qui, lui, grâce à son positionnement, a profité de l'antisoviétisme trop discret de Giscard. Tout cela, l'antisoviétisme retenu de Giscard, favorisant l'antisoviétisme latent de Mitterrand, va jouer un rôle considérable dans l'élection de 1981. Comme quoi la politique étrangère, plus ou moins bien menée, peut avoir des conséquences importantes en politique intérieure.

DEBATS

Question : Est ce que vous considérez que la France a réagi comme ses partenaires ou plus tardivement que les grands pays industriels ?

Thierry de MONTBRIAL

Ma réponse est claire et nette. Nous n'avons pas réagi sur le moment comme il le fallait à la crise pétrolière. Mais cela était à l'époque Pompidou. C'est-à-dire que ce n'est pas imputable directement à Giscard. Jean-Claude, tu es d'accord avec cela ? Il aurait fallu immédiatement prendre des mesures extrêmement rigoureuses. Cela n'a pas été le cas.

Gilles ANDREANI (*Directeur du CAP, 1995-1999 et 2002-2004*)

Ma question porte sur l'ouverture du débat sociétal sur la politique étrangère, je veux dire l'émergence des sensibilités telles que la question des *boat people*, la réaction à un certain nombre de problèmes humanitaires. Il me semble que c'est une période du débat intellectuel français où les clivages se modifient. C'est la visite conjointe d'Aron et Sartre à propos des *boat people*. J'aurais bien aimé peut-être de la part de nos deux orateurs, ou de Thierry d'ailleurs, assister à tout cela ; savoir comment ces évolutions au fond ont été prises en compte ; comment elles ont, disons, été perçues par les dirigeants de l'époque, prises en compte dans le débat, dans la réflexion de politique étrangère ? Est-ce que déjà il y a eu des efforts pour répondre d'une façon convaincante à ce qui devenait des attentes sociales et intellectuelles beaucoup plus fortes, beaucoup plus exigeantes en tout cas, nouvelles dans leur formulation par rapport à la période précédente ?

Jean-Claude CASANOVA

Quand le monde intellectuel, dans les années 70, s'émancipe de l'influence communiste, cela s'accompagne du progrès des pro-chinois et de l'ultra gauche, trotskiste, situationniste, etc. Beaucoup viennent du parti communiste. Mais en gros Glucksmann, Bernard-Henri Levy, etc., le monde intellectuel français dans les années 70, sous l'influence peut-être de Soljenitsyne ou pour d'autres raisons, rejoint la campagne anti-totalitaire et va jouer un rôle d'ailleurs qui va surprendre Giscard. Nous n'étions pas dans une situation équivalente, dans les années précédentes où la critique intellectuelle n'était pas une critique anti-totalitaire et anti-soviétique. Cela va surprendre aussi Mitterrand, et va même le gêner puisqu'il veut bien qu'on soit un peu atlantiste au fond de soi-même, mais surtout pas qu'on le dise en insistant et qu'on dénonce trop l'Union soviétique ce qui mécontenterait les communistes.

Lui-même fait un voyage en Hongrie où il déclare que les droits de l'homme sont parfaitement respectés. Mitterrand fait un certain nombre de signes pour ne pas être taxé d'anti-communiste.

En revanche, le monde intellectuel de gauche devient nettement anti-communiste et, de ce fait, on voit apparaître en France quelque chose qui va beaucoup se généraliser dans les années 80 et 90, c'est-à-dire la défense des droits de l'Homme, la critique des régimes totalitaires, etc. Cela va introduire dans la politique française un vieux débat mais qui a toujours été jugé négativement, même dans les années 1900 et 1930.

Prédomine en France l'idée qu'on ne doit pas faire de politique étrangère en tenant compte des régimes des autres (Alliance russe de Delcassé, politique italienne ou soviétique de Laval, gaullisme : les nations comptent mais pas les régimes, etc.), mais que la politique étrangère doit être indépendante de la nature des régimes. On voit dans cette période - je ne sais si le mouvement est encore achevé - apparaître l'idée que c'est une idée américaine. Mais non, c'est une idée démocratique tout simplement. L'idée que la nature des régimes importe et que dans les relations extérieures, on doit mettre au premier rang le respect des droits de l'homme et la préférence pour les démocraties.

Thierry de MONTBRIAL

J'ajouterai un petit complément. Une dimension alors totalement absente de l'aspect sociétal de la politique étrangère était tout ce qui ressemble à l'environnement. Cette préoccupation n'est apparue qu'ultérieurement. D'ailleurs le phénomène des Verts en Allemagne à l'époque, paraissait difficilement compréhensible pour les observateurs français.

Maurice VAISSE

Un mot pour aller dans le sens de ce que disait Jean-Claude Casanova à propos de la question des droits de l'Homme. Il y a une véritable émotion quand on apprend que le Président de la République a refusé de recevoir les dissidents soviétiques.

Jean-Claude CASANOVA

Amalric sous la pluie. Quand on pense à ce pauvre Amalric mort si jeune. Amalric sous la pluie attendant devant l'Elysée et n'étant pas reçu alors que l'on reçoit tous les galonnés de l'Est.

Dominique MOISI (*Conseiller spécial à l'IFRI*)

On n'a pas beaucoup parlé de la politique de la France à l'égard de l'URSS pendant cette période. Et il y a quand même une spécificité de la politique de Giscard d'Estaing à la fin des années 70 qui lui a valu des accusations, de « petit télégraphiste », et il y a eu une illusion sur la capacité d'influer sur la diplomatie de l'URSS à cette période. A l'extrême fin, est-ce que c'était au contraire une vision prémonitrice de ce qui allait se passer ? Je crois que ce serait intéressant de revenir sur cette question.

Il y avait un point que je voulais reprendre de ce qu'a dit Jean-Claude Casanova sur la politique française au Moyen-Orient. Il a établi une sorte de parallélisme entre de Gaulle et Giscard d'Estaing et presque de manière implicite l'idée : de Gaulle a perdu en 69, c'est Cohn-Bendit ; Giscard a perdu en 81, c'est la déclaration de Venise. C'est bien entendu une vision tout à fait excessive qui ne correspond pas d'ailleurs à ce que vous avez dit.

Mais quand le Général de Gaulle prend la position qui est la sienne en 1967, il le fait contre l'opinion publique française. Quand Giscard d'Estaing prend les positions qui sont les siennes pendant la période qui précède et qui suit la déclaration de Venise, il accompagne

le mouvement de l'opinion publique française. Il n'est plus contre elle. D'une certaine manière elle l'a suivie. Et le vrai problème de la déclaration de Venise, c'est qu'il y a une double réussite qui est de mettre l'accent sur un problème central, le problème palestinien et de réussir à réunir une position commune européenne sur un point juste, mais ça s'arrête là. Le troisième point, c'était d'en convaincre les Etats-Unis et là il y avait une contradiction majeure, en critiquant implicitement Camp David et la paix israélo-égyptienne et en mettant en avant cette question. Il y avait une sorte de contradiction. Le troisième point ne pouvait pas suivre les deux premiers s'il ne s'accompagnait pas d'une reconnaissance du caractère positif de la paix israélo-égyptienne. C'était une contradiction qui me paraissait importante.

Thierry de MONTBRIAL

Sur le premier point, Dominique, c'est-à-dire sur l'aspect relations avec l'Union soviétique, nous en avons beaucoup discuté à l'intérieur du CAP. Pour ma part, je pense - mais il serait intéressant de voir ce que pensent nos amis - que Giscard n'avait pas bien compris la nature du système soviétique. Jean-Marie Soutou, par exemple, revenait fréquemment sur ce point. Giscard était très sûr de son charme, de son impact et naturellement de son intelligence et il était persuadé qu'une rencontre avec Brejnev pouvait avoir les mêmes conséquences qu'une rencontre avec Helmut Schmidt, c'est-à-dire qu'une rencontre entre hommes d'Etat avait un poids suffisant pour renverser éventuellement des situations. Il s'agit là de la question extrêmement intéressante des rapports entre hommes d'Etat. Je crois que c'est un point qui doit être souligné. Jean-Claude et Maurice peut-être ont quelque chose à ajouter.

Jean-Claude CASANOVA

Incontestablement on trouve chez Valéry Giscard d'Estaing cette idée un peu irénique d'une évolution du régime soviétique.

Je préciserai trois points :

Le premier, c'est que pendant les années 70, il éprouve constamment, chaque fois qu'il fait un voyage ou chaque fois qu'il rencontre les soviétiques, un sentiment de profond déclin du système soviétique. A ce point de vue, je me souviens des premiers numéros de Commentaire. Il y avait eu un article de Raymond Aron dont le titre était *L'an I de l'hégémonie soviétique* (en 1979). Cela avait beaucoup excité les Suisses, lors des rencontres de Davos, et ils avaient donné le même titre à l'une de leurs réunions. Rétrospectivement aujourd'hui notre position nous paraît avoir surestimé la montée en puissance de l'Union soviétique. Giscard était d'une sensibilité inverse, c'est-à-dire qu'il avait le sentiment que le système était sur le déclin et qu'il fallait donc profiter de ce déclin.

Deuxièmement, il n'a jamais éprouvé le sentiment, je crois, qu'il fallait avoir une politique pro-soviétique en raison du danger allemand. Tentation que beaucoup d'autres ont eue. Et qu'on trouve dans un certain nombre de conversations officielles accessibles aujourd'hui. C'est-à-dire qu'il n'a jamais eu l'idée que la France devait avoir une politique de revers par crainte de l'Allemagne.

Et en troisième lieu, les questions de défense. Nous avons parlé des Pershing à installer en Allemagne. Il soutient cette idée, auprès des Américains. Mais reste discret en France. Mais maintenant il dit « je n'ai pas averti mon administration, etc. ». Il a, je crois, obéi au calcul politique que j'ai indiqué. En ce qui concerne le voyage à Varsovie, Jean François-Poncet le lui a déconseillé. Je ne sais pas quelle était la position de Robin. Mais Jean François-Poncet lui déconseillait ce voyage. Il a voulu y aller pour un mélange de motivations : le rôle à jouer, l'idéalisme, le sentiment que l'on pouvait sans doute faire reculer les Soviétiques ou leur faire comprendre leur véritable intérêt. Il considère qu'il faut leur faire comprendre qu'il ne faut pas aller en Afghanistan. C'est un peu comme les discours de de Gaulle à Phnom-Penh. On dit aux Américains : retirez-vous d'Indochine ! On dit aux Soviétiques : retirez-vous d'Afghanistan ! On ne peut plus coloniser de nos jours, etc. Je crois aussi que l'on ne peut pas négliger le calcul de politique intérieure : ne rien faire, au

moins en apparence, qui oblige les communistes à s'opposer fondamentalement à lui et surtout à coller aux socialistes et à Mitterrand.

Maurice VAISSE

Je voudrais soulever trois points :

D'abord, les entretiens Brejnev-Giscard, dont nous avons pu consulter les procès-verbaux, sont extrêmement intéressants en ceci qu'on voit un Brejnev vraiment brutal à l'égard de Giscard d'Estaing. A plusieurs reprises, il lui dit : « Mais pourquoi est-ce que vous avez des forces nucléaires, en fait elles sont dirigées contre nous n'est-ce pas, pourquoi est-ce que vous les maintenez ? ».

Deuxième point, en ce qui concerne l'Allemagne, je ferai une petite nuance concernant le fameux entretien de Varsovie. Il y a à la fois une position assez ferme de Valéry Giscard d'Estaing à l'égard de Brejnev concernant ce qui se passe, la détérioration de la détente. Mais il y a aussi en effet l'idée que la France n'est pas particulièrement favorable à la réunification de l'Allemagne. Et par conséquent, de ce point de vue là, les vues françaises et soviétiques ne sont pas si éloignées.

Enfin, troisième point, et cela c'est plus de la technique ou de la pratique diplomatique, je pourrai vous citer un élément extrêmement intéressant que l'on trouve dans les archives. Il y a une déclaration, publiée en février 80 qui est une déclaration commune Valéry Giscard d'Estaing - Helmut Schmidt, où les deux hommes jugent inacceptable l'intervention soviétique en Afghanistan. Et alors au cours du conseil des ministres, Valéry Giscard d'Estaing évoque les entretiens et remarque, je cite, « La détente est plus difficile mais il ne faut pas pour autant s'aligner sur la super-puissance comme l'a fait un peu trop vite le Premier Ministre britannique ». Il note que la presse a mis un peu trop l'accent sur l'avertissement à l'Union soviétique de la déclaration franco-allemande. Il faudra nuancer cette interprétation de quelques commentaires ajoute-t-il. Et, de là, il part pour Varsovie en mai 1980. Voilà ce que je voulais rajouter.

Michel TATU (*Journaliste, Le Monde*)

Oui, juste une précision que je voulais apporter puis une question.

La précision c'est pour ce que Casanova a dit sur la dépendance du parti communiste français par rapport à Moscou et un argument qui a été décisif qu'on n'a connu qu'en 91 mais qui même encore maintenant en France n'est pas assez connu, c'est pour cela que j'en profite pour le dire. C'est que le parti communiste français recevait un million de dollars par an de Moscou et que cela a duré jusqu'en 1991 y compris. Et c'était livré par un émissaire du KGB qui partait de l'ambassade et qui apportait cela dans le bureau de Plissonnier

(un million de dollars, ce n'est pas beaucoup !!)

C'est pas mal mais c'était autant que le parti communiste italien et moins que le parti communiste américain curieusement. On apportait cela dans le bureau de Plissonnier, il y avait la secrétaire qui comptait les billets et pendant ce temps Plissonnier parlait d'autre chose avec l'émissaire de l'ambassade.

Une toute petite question à Thierry de Montbrial, puisque nous sommes dans la phase du séminaire ou du colloque sur CAP et politique giscardienne. Est-ce que une des raisons de la création du CAP, et en tout cas un des effets de la création du CAP, n'a-t-il pas été d'introduire en France une pensée différente de l'orthodoxie dominante, donc gaulliste à l'époque, avec notamment une sensibilité beaucoup plus forte aux questions de sécurité, une beaucoup plus grande méfiance envers l'Union soviétique, un plus grand attachement à la relation transatlantique ?

Thierry de MONTBRIAL

Je peux répondre avec précision à cette question parce que, comme toujours on fait l'histoire a posteriori. Le CAP n'a pas été créé du jour au lendemain. Le projet a été conçu et mûri par un certain

nombre de personnalités dont les noms n'ont pas tous été cités - je pense par exemple à Jean-Pierre Souviron, qui était à l'époque Directeur-adjoint au Cabinet de Jobert (il n'y a pas eu de Directeur de Cabinet pendant des mois mais deux Directeurs-adjoints, le second étant Serge Boidevaix. Jobert souhaitait faire venir André Giraud - le futur ministre de Giscard - mais celui-ci travaillait alors avec Guichard). Jean-Pierre Souviron a proposé de mettre sur pied une sorte de petite cellule de réflexion avec l'idée, - que Jobert a souvent exposée par la suite, de « déranger » les diplomates. Cela a d'ailleurs rendu notre travail initial assez compliqué, d'autant plus que nous étions très jeunes. J'avais à peine 30 ans. Mais il n'y avait pas de « Grand design ». L'idée de « Grand design » a été fabriquée par la suite. Il y a l'histoire réelle du CAP et l'histoire telle qu'on l'a reconstituée. Par la suite, Jobert se montra extrêmement fier du CAP. Il parlait toujours de cet aspect « empêcheur de tourner en rond » très important à ses yeux.

En fait, le CAP s'est créé progressivement par le travail que nous avons fait mais il n'y avait pas initialement la volonté de créer une institution durable. En l'occurrence Jobert était fondamentalement gaulliste dans ses réflexes de base et je crois qu'il n'a pas eu d'intention autre que de mettre du « poil à gratter » dans la machine du Quai d'Orsay. J'en profite, puisqu'on évoque ce point d'histoire, pour rappeler qu'en effet, deux personnalités auraient aimé conduire cette entreprise. Jean-Claude a mentionné Jean Laloy. J'ai moi-même mentionné au passage Jean-Marie Soutou. Tous deux, avaient eu leur carrière en quelque sorte « brisée », lors de la période précédente et ils auraient certainement beaucoup apprécié de créer un organisme comme le CAP. Mais pour toutes sortes de raisons, ils n'ont pas été en mesure de réaliser leur rêve et, finalement, ils n'ont eu qu'une influence périphérique. Mais encore une fois, il n'y a pas eu de « Grand design » et je voulais le préciser.

Daniel VERNET (*Journaliste, Le Monde*)

La question que j'aurais posée a reçu déjà une réponse en tout cas partiellement de la part de Maurice Vaïsse. C'est-à-dire la question

de savoir si la politique, l'attitude de Giscard vis-à-vis de l'Union soviétique, notamment dans les dernières années du septennat, n'étaient pas liées à ses rapports avec les États-Unis, à son appréciation des relations transatlantiques et peut-être à ce retour vers ce que vous avez appelé une forme de gaullisme dans les dernières années du septennat.

Maurice VAISSE

Je crois que l'un des facteurs qui explique la conduite de Valéry Giscard d'Estaing dans cette affaire-là, c'est la crainte de voir la force française de dissuasion prise en compte dans les calculs soviétiques. Je crois que toute cette période est marquée un contexte de désarmement, de négociations multiples et la France ne veut surtout pas être engagée dans cette affaire. Je crois que c'est cela.

Jean-Claude CASANOVA

Je crois que sur la dissuasion, – on le lui a assez reproché – il a fait la déclaration selon laquelle s'il s'était trouvé dans la position d'appuyer sur le bouton, il n'aurait pas appuyé sur le bouton. Il est donc difficile de dire qu'il croit dévotement à la dissuasion du faible au fort. De même, il est favorable à l'installation de Pershing en Allemagne comme les Anglais.

Thierry de MONTBRIAL

Une chose est sûre - Jacques Lanxade doit avoir présent à l'esprit de nombreux détails - c'est qu'il ne croyait pas, et j'ai envie de dire, à juste titre, à la théorie de la dissuasion telle qu'elle était figée à l'époque Pompidou et notamment à la théorie très abstraite de l'ultime avertissement. C'était une théorie d'autant moins satisfaisante que, compte-tenu des caractéristiques des armements, elle projetait les Allemands en première ligne en cas de recours aux armes nucléaires tactiques. C'est là la réflexion que nous avons entamée au CAP, à

laquelle Jean-Louis Gergorin a apporté une contribution majeure. Cette contribution était une réponse à cette fâcheuse situation et quand nous avons introduit l'idée de sanctuarisation élargie, c'était justement pour donner une dimension européenne à la protection nucléaire. Cela ramène à la politique intérieure, car les gaullistes ont très mal réagi. En tous les cas la bataille a fait rage (je ne citerai pas de noms). Nous étions accusés d'atlantisme, le pire pêché à l'époque.

Michel FOUCHER (*Directeur du CAP 1999-2002, Ambassadeur de France en Lettonie*)

Il me semble qu'à l'origine du CAP une prévision budgétaire du ministère avait été définie par Michel Jobert.

Thierry de MONTBRIAL

S'il y a eu une préoccupation de ce genre, je n'en ai aucun souvenir. Mais je sais qu'il y a eu un moment, il en a été question effectivement mais cela n'a jamais eu de substance.

Philippe COLOMBANI (*Chargé de mission au CAP*)

On a assez peu évoqué la question de l'Italie, qui à cette période traversait enfin une situation chaotique, le parti communiste italien, le terrorisme enfin plusieurs terrorismes d'ailleurs, il y a la gare de Bologne à ce moment là, attentats, les brigades rouges. Quelle était l'appréciation qu'on avait à ce moment là de la situation alors que les choses étaient assez tendues chez un voisin proche ?

Thierry de MONTBRIAL

Mais il y a eu l'époque de l'eurocommunisme et aussi la chute des régimes de Salazar, Franco. Je me souviens en particulier de

Kissinger à l'époque qui pensait que le communisme allait s'installer en Espagne et au Portugal.

Alain DEJAMMET (*Ambassadeur de France*)

Ce n'est pas une question, mais plutôt une nuance à apporter à ce que Jean-Claude Casanova a évoqué à propos du Proche-Orient et des réactions réticentes de la part des Français aux efforts de paix égypto-israéliens. En fait, à l'occasion de la visite de Sadate à Jérusalem en 1977, l'enthousiasme à Paris fût aussi grand qu'ailleurs. D'ailleurs, quelques mois plus tard, la seule escale que le Président Sadate fit lorsqu'il allât à Camp David en septembre 1978, fût pour Paris. Il y fût l'invité du Président Giscard d'Estaing. Certes le principal négociateur égyptien Oussama El Baz, de passage à Paris dans l'ombre du Président Sadate se garda bien de se rendre au dîner de l'Elysée. Mais le Président Giscard d'Estaing fit incontestablement un geste d'encouragement en faveur du président Egyptien.

Ensuite il y eût Camp David, puis le Traité de Washington. Le jugement officiel français fût dur : « La France ne cautionne ni ne condamne ». Cette phrase a singulièrement marqué les esprits en Israël et en Egypte. Entre temps, bien sûr, les Arabes s'étaient enthousiasmés pour leur ami Saddam Hussein, et avaient participé au sommet arabe tenu à Bagdad contre l'accord de paix égypto-israélien. En Israël et en Egypte, beaucoup ont interprété la déclaration française comme motivée par les prises de positions arabes à Bagdad. Malgré toutes les bonnes paroles qui ont pu être ensuite prononcées, le fait que la France ait pris cette position, qu'elle ait dit qu'elle ne « ne condamnait pas », pas l'accord de paix – expression très très forte-, et ceci avant toute prise de position européenne, avant la Déclaration de Venise a été assez mal interprété en Egypte et en Israël. De même a-t-on jugé un peu légèrement en France le Président Carter, un homme qui pendant dix jours à Camp David s'était donné un mal de chien pour dégager un accord entre Egyptiens et Israéliens.

*